

Le déficit mondial d'emplois est reconnu au G20, mais aucune décision n'est prise en matière d'action. (20.06.12)

20 juin 2012 : Le mouvement syndical international a déclaré que le changement de terminologie dans la Déclaration du G20 de Los Cabos en passant de l'austérité aux emplois constitue un pas dans la bonne direction.

Toutefois, à moins que les dirigeants du G20 n'adoptent une action concertée, les discours ne se traduiront pas en l'investissement nécessaire pour redonner un travail aux personnes sans emploi. Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a souligné que les familles qui travaillent et qui sont sans espoir voudront voir une réelle action concertée visant à créer des emplois qui garantissent des revenus stables.

« La terminologie a été modifiée, passant de l'austérité aux emplois, mais est-ce suffisant alors que l'économie mondiale est au bord du gouffre ? » a déclaré Sharan Burrow. « Les dirigeants reconnaissent que l'austérité a aggravé la crise sociale, mais on constate encore une tendance isolationniste, de telle sorte que les politiques gouvernementales sont prises dans les filets des marchés financiers ».

Lors d'une réunion conjointe historique tenue aujourd'hui, tant les dirigeants syndicaux que les chefs d'entreprise ont indiqué aux gouvernements du G20 qu'un investissement est nécessaire dans l'infrastructure, favorisant en particulier un investissement vert destiné à créer des emplois et l'inclusion de nos jeunes grâce à un renforcement considérable des apprentissages.

« Lors du prochain G20 en Russie, nous réclamerons des mesures efficaces pour réduire l'économie informelle, qui sape le travail décent et la durabilité économique. »

« Quatre ans après l'éclatement de la crise financière mondiale, nous sommes dans une moins bonne situation en matière d'emploi et de salaires qu'au début de la crise », a affirmé Sharan Burrow.

Le chômage mondial frappe actuellement 210 millions de personnes, et un plus grand nombre de personnes ont un emploi précaire. Soixante-onze pour cent des personnes ayant répondu à un sondage d'opinion mondial lancé par la CSI considèrent que les législations ne protègent pas la sécurité de leur emploi.

« Pas moins de 89 % des sondés estiment que leurs revenus ont diminué ou sont restés identiques. Ceci détruit la demande économique et les emplois », a souligné Sharan Burrow.

« Les divergences de vues sont toujours présentes, dans la mesure où les gouvernements sont partagés entre l'austérité et la croissance. Mais nous savons que la dette fond en situation de croissance », a déclaré John Evans, secrétaire général de la TUAC.

« Les syndicats (L20) et les entreprises (B20) ont travaillé ensemble durant le G20, trouvant un terrain d'entente afin d'investir dans l'emploi et la formation, et nous espérons que les dirigeants du G20 en feront de même à l'issue de cette réunion », a ajouté John Evans.

Les entreprises et les syndicats ont conclu un accord visant à accroître les investissements dans l'infrastructure, les apprentissages de qualité afin d'offrir des emplois aux jeunes et de réduire l'économie informelle sur le marché du travail.

« Les emplois demeurent au cœur de la reprise ; nous ne devons pas être fatalistes face à la crise de l'emploi, qui peut être combattue en rétablissant la confiance à travers des investissements, notamment dans l'économie verte, et en élargissant les programmes d'emploi et les apprentissages de qualité », a souligné John Evans.

Le L20 a insisté pour que les ministres du Travail, sous la présidence russe du G20, se réunissent avant les dirigeants et que le Groupe de travail du G20 sur l'emploi poursuive son travail pour préparer cette réunion.